

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



Distr.  
GENERALE  
T/OBS.8/3  
1er juillet 1953  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITION DE LA "NEW GUINEA CHINESE UNION, RABAU" ET DE LA " OVERSEAS  
CHINESE ASSOCIATION, KAVIENG" (T/PET.8/4 ET Add.1 et 2) CONCERNANT  
LA NOUVELLE-GUINEE

Informations complémentaires fournies par le Gouvernement australien,  
en sa qualité d'Autorité administrante, conformément aux dispositions  
de la résolution 428 (X)

Pendant le mois de mai 1950, la New Guinea Chinese Union de Rabaul  
et la Overseas Chinese Association de Kavieng ont présenté à la Mission  
de visite du Conseil de tutelle en Nouvelle-Guinée une pétition  
(document (T/PET.8/4 et Add.1) touchant les questions suivantes :

Immigration et résidence permanente,  
Situation économique,  
Régime foncier,  
Salaires,  
Statut national des Chinois nés dans le Territoire.

Dans les observations qu'elle a présentées par écrit (T/859) en  
mars 1951 au sujet de la pétition, l'Australie a déclaré qu'elle étudiait  
les divers aspects des représentations faites dans la pétition et qu'aucune  
décision n'avait été prise.

A sa huitième session, le Conseil de tutelle a décidé, étant donné  
les observations communiquées par l'Australie, de reporter à une session  
ultérieure l'examen de la pétition.

Après la huitième session, les Chinois ont présenté une nouvelle  
pétition (T/PET.8/4, Add.2) où ils renouvelaient leurs représentations  
touchant le droit de résidence permanente et le statut national des Chinois  
nés dans le Territoire.

Dans les observations qu'elle a présentées en mars 1952 (T/965), l'Australie a indiqué que les questions posées dans la pétition étaient toujours à l'étude, que des permis de séjour avaient été accordés aux 200 Chinois admis en vertu des dispositions de la Section 8 de l'Ordonnance sur l'immigration, qu'ils étaient valables jusqu'au 30 juin 1952 et qu'en vertu d'un amendement apporté le 15 octobre 1951 au règlement sur la nationalité, les enfants des Chinois établis dans le Territoire qui ne sont pas sujets britanniques deviennent "protégés australiens", qu'ils soient nés en Nouvelle-Guinée avant ou après l'entrée en vigueur de cet amendement.

A sa dixième session, le Conseil de tutelle a exprimé l'espoir que l'Autorité chargée de l'administration terminerait sans délai l'examen des questions exposées par les pétitionnaires; il a recommandé à l'Autorité chargée de l'administration d'accorder de nouveaux permis de séjour aux 200 Chinois en question et l'a priée de porter à la connaissance du Conseil, dans le rapport annuel pour 1951-52, les résultats de l'examen auquel elle aurait procédé touchant ces questions. L'Autorité chargée de l'administration a maintenant examiné ces diverses questions et présente les observations suivantes :

1. Immigration -

Les pétitionnaires ont déclaré que les Chinois qui avaient été admis dans le Territoire de Nouvelle-Guinée avant l'année 1922 étaient considérés par l'Administration comme des résidents permanents, alors que ceux qui ont été admis après l'année 1921 n'étaient pas considérés comme résidents permanents et risquaient s'ils quittaient le Territoire, de ne pas être autorisés à y revenir. Les pétitionnaires ont exprimé l'espoir que des "personnes choisies" seraient autorisées à s'établir dans le Territoire, afin de participer et de contribuer à sa mise en valeur.

Observations - Aucune modification ne sera apportée à la politique d'immigration en vertu de laquelle les Chinois sont admis dans le Territoire à des fins bien déterminées, mais ne peuvent bénéficier du statut de résident permanent.

Les permis de séjour accordés aux 200 Chinois qui avaient été admis dans le Territoire entre 1934 et 1941, et qui ne peuvent retourner en Chine, ont été renouvelés une fois de plus. Ils sont valables pour trois ans à compter du 23 juin 1952.

2. Situation économique -

Observations - L'Autorité chargée de l'administration a pris acte des déclarations faites à ce sujet.

3. Régime foncier -

Les pétitionnaires ont exprimé l'espoir que la politique adoptée après guerre, tendant à autoriser les Chinois à posséder des terres à des fins agricoles ou commerciales, serait maintenue.

Observations - L'Autorité chargée de l'administration a pris acte de l'espoir exprimé par les pétitionnaires, mais elle continue à se réserver le droit d'examiner individuellement chaque demande et de décider dans chaque cas, compte tenu des circonstances sociales et économiques pertinentes et notamment de l'intérêt des populations autochtones.

4. Salaires des Chinois -

Dans une lettre en date du 12 mai 1950, les pétitionnaires ont déclaré ce qui suit : "bien qu'un nombre assez important de Chinois jouissent d'un niveau de vie suffisant, la majorité des travailleurs ne peuvent compter que sur leurs salaires qui sont très inférieurs à ceux des Européens occupant des emplois analogues, ce qui a parfois donné lieu à des discriminations raciales et à du mécontentement".

Observations - Les salaires et les conditions d'emploi des Chinois travaillant pour l'Administration ont été fixés par l'Administrateur avec effet à partir du 1er novembre 1948,

Pendant l'année 1951, ces salaires ont fait l'objet d'une révision et les salaires des employés chinois (artisans) ont été augmentés au 1er janvier 1951 d'une livre dix shillings par semaine, puis à nouveau d'une autre livre par semaine au 14 décembre 1950. Les Chinois employés par l'Administration ont obtenu une augmentation de 96 livres par an, à compter du 1er janvier 1950 et une nouvelle augmentation de 60 livres par an, à compter du 14 décembre 1950. En outre, à partir du 8 juillet 1951, les traitements et salaires des Chinois employés par l'Administration ont fait l'objet d'ajustements trimestriels pour cherté de vie.

5. Statut national des Chinois nés dans le Territoire -

Les pétitionnaires ont fait observer que les Chinois nés en Nouvelle-Guinée sont considérés comme des étrangers, mais ils ont appris que le Gouvernement

envisageait de prendre de nouvelles dispositions législatives qui auraient pour effet de donner aux Chinois nés dans le pays le statut juridique de "protégés".

Observations - Comme il ressort des observations présentées en mars 1952 (T/965), les personnes nées dans le Territoire et qui ne sont pas sujets britanniques ont reçu, en vertu d'un amendement du 15 octobre 1951 au Règlement sur la nationalité, le statut de "protégé australien", qu'ils soient nés en Nouvelle-Guinée avant ou après l'entrée en vigueur de cet amendement.

-----